

PS : Cambadélis remet en scène le grand classique de la rupture entre le parti et la gauche au pouvoir



Les cadres du PS et les membres du gouvernement semblent au bord de la rupture politique et idéologique. Une situation qui n'a rien d'inédit chez le principal parti de gauche, habitué des questions existentielles une fois aux affaires.

Avec Jean Petaux

Atlantico : Samedi 13 décembre, le Parti socialiste tient un Conseil national, dans une période complexe où, de plus en plus les cadres du parti s'opposent aux choix gouvernementaux. Conséquences : les tensions sont à leur comble devant les médias, voire au Parlement. C'est d'ailleurs loin d'être la première fois. Pourquoi la gauche semble-t-elle plus "indisciplinée" quand elle est au pouvoir que la droite, qui reste plus unie ?

Jean Petaux : Il faudrait peut-être préciser ce que vous entendez par "cadres du parti". S'il s'agit de Martine Aubry, elle est plus "maire de Lille" que "cadre du parti"... Son courant n'est pas vraiment structuré par exemple. Les tensions qui existent entre le gouvernement et certains courants du parti sont effectivement fortes, mais il n'y a pas réellement eu "d'extension du domaine de la fronde", pour paraphraser Houellebecq, depuis plusieurs mois désormais. Le gouvernement a, peu ou prou, passé la barrière de récifs que constitue le vote annuel du budget. On ne peut considérer sur ce point que la situation du gouvernement se soit considérablement dégradée depuis quelques semaines, pour ce qui concerne le seul aspect du soutien de la majorité parlementaire. Quant à savoir si la gauche est plus indisciplinée quand elle est au pouvoir que la droite, on pourrait trouver de nombreux cas de figure où, dans le passé, la majorité de droite a été parcourue de tensions très fortes. Et cela ne date pas d'aujourd'hui. **Sous de Gaulle et Pompidou, les gaullistes eux-mêmes se sont affrontés de manière presque publique entre ceux qu'on appelait les "gaullistes de gauche" (Capitant, Hamon) et les "barons du gaullisme" (Sanguinetti, Debré, Guichard, et Pompidou lui-même).**

Par la suite on se souvient des fameux "cactus" que Poniatowski (le "flingueur numéro 1" de Giscard) n'a cessé de balancer dans les "pattes" de l'UDR au titre des "Indépendants" soucieux d'en finir avec "l'Etat-UDR" tels qu'ils n'hésitaient pas à le dénoncer, entre 1970 et 1974, année de la mort de Pompidou. **Toujours à droite, personne n'a oublié que la majorité parlementaire (RPR-UDF) élue en 1993 et ayant, majoritairement, soutenue Edouard Balladur contre Jacques Chirac à la présidentielle de 95, a tellement posé de problème à Alain Juppé et à son gouvernement, à partir de 1995, que Chirac lui-même dans ses "Mémoires" indique qu'il aurait fallu dissoudre (une chambre "introuvable", celle de 1993 après la "Bérézina" historique du PS aux législatives) dès sa victoire présidentielle et ne pas attendre avril 1997 comme il l'a fait, avec l'insuccès que l'on sait... Aux journées parlementaires du RPR en 1996, Alain Juppé s'est fait littéralement "rincé" par les "snipers" balladuro-sarkozystes qui redressaient la tête après leur piteuse défaite face à Chirac 18 mois plus tôt... Donc, comme vous le voyez, la droite n'a guère de leçon à donner à la gauche en matière de loyauté politique ou de soutien indéfectible de la majorité parlementaire du moment au Premier ministre en place.**

Comment avait été vécu le rapport parti/gouvernement lors du tournant de la rigueur de 1983, une période que l'on peut approximativement comparer à celle d'aujourd'hui avec un gouvernement qui, au nom d'un certain pragmatisme, prend des décisions à contre-courant de ce pour quoi les socialistes avaient été élus en 1981 ?

Même s'il est intéressant de comparer les deux périodes, les circonstances font qu'elles ne sont pas exactement homologues. Pourtant il y a eu aussi une vraie tension entre les deux "lignes" qui s'offraient alors à François Mitterrand. Une partie de la majorité gouvernementale et quelques "figures" du PS de l'époque plaidaient par exemple pour une sortie du "Serpent monétaire" et un décrochage unilatéral du franc par rapport aux autres monnaies du SME (le Système monétaire européen, l'ancêtre de l'Euro si vous voulez). Bérégovoy, Fabius, Chevènement bien évidemment étaient plutôt sur cette ligne. C'est Pierre Mauroy et surtout Jacques Delors qui l'a emporté et qui a fait en sorte que Mitterrand choisisse de rester arrimé à l'Europe et surtout à l'Allemagne (déjà). C'est ce qui a donné le premier "tournant de la rigueur" juste après la défaite cinglante des municipales de 1983 avec un blocage des prix et des salaires et un traitement de cheval contre l'inflation. Mais à l'automne 1983, devant le congrès national du parti qui se tient à Bourg-en-Bresse, face à la montée en puissance de la grogne du CERES (aile gauche du PS), Pierre Mauroy, fidèle à la "vieille musique" socialiste : "Discours de gauche, pratique de droite", ressoude les rangs du parti en tirant à boulet rouge sur Hersant et la presse tout entière contrôlée par les "forces capitalistes" et joue surtout sur la corde de la laïcité en affirmant la nécessité d'un "grand service public, laïc et unifié" de l'Education nationale qui va donner le projet de loi Savary.

La manœuvre va se terminer en fiasco complet pour le PS en juin-juillet 1984 après la grande manifestation du camp de l'école privée, à Versailles, provoquant d'ailleurs la démission de Pierre Mauroy et l'arrivée de Laurent Fabius à Matignon. Alors, et seulement alors, le PCF va en profiter pour quitter le navire gouvernemental. Jusque-là, pendant trois années pleines, de juin 1981 à juillet 1984, il aura compté quatre ministres au gouvernement, il aura avalé toutes les "couleuvres roses" possibles et imaginables, sans broncher, avec le sens de la discipline qui le caractérise encore à l'époque. Mais il faut dire que, sans bruit, le vieil édifice craque de partout, parce que nous sommes déjà rentré dans le post-brejnevisme à Moscou et que Gorbatchev pointe le bout de son nez avec deux mots russes qu'on ne connaît pas bien encore mais qui vont faire déboulonner partout les statues de Lénine : glasnost et perestroïka... Autrement dit, le Parti Communiste Français est déjà un astre en train de pâlir sérieusement... La sidérurgie lorraine a été cassée entre 1983 et 1984, les villes de la "ceinture rouge" de Paris ont été nombreuses à passer à droite en 1983 : autant de preuves vivantes que le grand et unique parti de la classe ouvrière n'est plus le rempart à même de défendre les travailleurs. **Sans doute ne le comprend-on pas encore à ce moment-là, mais la gauche française, et à travers elle la société française, change vraiment d'époque avec l'effondrement brutal, en 36 mois, d'une espérance sociale et politique intense et inassouvie depuis 1936 qui se fracasse sur le mur de la réalité économique, à partir de 1981.**

Les scores à venir du PS s'annoncent catastrophique, voire record si on les projette par rapport à la popularité du Président ou au résultat des récentes élections dans l'Aube. Une situation qui peut rappeler la période 1988-1993 et la bérézina des législatives. Les périodes sont-elles similaires dans les rapports de la gauche et de ses représentants au gouvernement ?

Aussi étrange que cela puisse vous paraître, les cinq années, de 1988 à 1993, ne sont pas du tout mauvaises pour François Mitterrand et pour le Parti Socialiste sur la totalité de la législature. Il y a plusieurs séquences très différentes entre elles. En mai 1988 Mitterrand est réélu triomphalement pour la seconde fois à l'Élysée. C'est une première sous la Vème République. **Les circonstances ont voulu que pour de Gaulle cela ne pouvait se produire puisque s'il a bien été réélu à l'Élysée en 1965 c'était pour la première fois au suffrage universel.**

A la toute fin de l'année 1958 il s'assoie dans le fauteuil de président de la République grâce à une élection par un "collège de grands électeurs". Quant à Pompidou et à Giscard on sait ce qu'il advint pour eux en matière de réélection. Donc Mitterrand est presque auréolé de gloire du fait même du renouvellement de son bail élyséen en mai 1988. Les législatives de juin 1988 (puisqu'il a dissous l'Assemblée majoritairement de droite élue en 1986) lui offrent une majorité parlementaire relative... Juste ce qu'il faut pour entraver l'action de son Premier ministre Michel Rocard qu'il déteste. L'année suivante, en 1989, les élections municipales sont très bonnes pour le PS qui l'emporte à Strasbourg (Trautmann), à Nantes (qui repasse à gauche avec Jean-Marc Ayrault) ou encore à Aix, à Brest, à Quimper (Poignant), à Orléans (Sueur), à Blois (Lang), à Dunkerque (Delebarre), à Mulhouse (Bockel), à Béziers, à Pessac (Rousset)... En 1990-1991, au moins jusqu'en mai de cette année-là, "l'effet Première guerre du Golfe" produit une adhésion massive des Français à la figure du chef de l'Etat : les sondages d'opinion lui donne une popularité pointée à... 75% (vous ne rêvez pas...) et même au-delà... Les choses se gâtent cependant très vite avec le "quasi-limogeage" de Michel Rocard le 15 mai 1991 et son remplacement par une Edith Cresson vite détestée par les médias puis par l'opinion.. Pierre Bérégovoy la remplace moins d'une année après l'installation d'une femme pour la première fois à Matignon, et va assurer la dernière année de la législature (2 avril 1992 – mars 1993) à Matignon. Mais même affaiblit, même malade, en dépit des "affaires ravageuses" comme "Urba" ou encore "le sang contaminé", François Mitterrand, en tant que président, d'extrême justesse au prix d'un effort physique presque surhumain (comme en témoignera remarquablement Philippe Seguin qui l'a vécu lors d'un débat télévisé, entre lui-même et le Président, passé à la postérité) parvient quand même à faire voter une majorité de Français "Oui" au référendum pour ratifier le Traité de Maastricht, le 20 septembre 1992.

Donc, une fois encore, la situation n'est pas comparable avec la situation actuelle. Il y a bien sûr des tensions terribles au sein du Parti entre "Jospinistes", "Fabiusiens" et même "Rocardiens" entre 1988 et 1993 (comme le Congrès de Rennes du PS en mars 1990). Les uns et les autres se projettent déjà dans "l'après-Mitterrand", mais ce n'est qu'entre 1992 et 1993 que s'annonce et se forge la défaite cuisante du PS aux législatives de 1993. Déroute électorale qui va trouver dans le suicide de Pierre Bérégovoy à Nevers le 1er mai 1993 comme une terrible et tragique illustration métaphorique.

La gauche française connaît elle un rapport gouvernement/partis plus calme quand elle est "plurielle" comme entre 1997 et 2002 ? Comment expliquer la cohésion bon gré mal gré entre toutes les composantes de la gauche, face à un gouvernement particulièrement social-démocrate à l'époque ?

Une fois encore gardons-nous d'une vision trop réductrice du fait du temps qui réduit les fractures et gomme les aspérités nées des

tensions... Pour la période que vous évoquez certes la gauche est plurielle et unie. Le gouvernement Jospin rassemble toutes les composantes du PS, plus des Communistes (Gayssot, Buffet), des Radicaux de gauche (Baylet, Zuccarelli), des Ecologistes (Voynet) et le Mouvement des Citoyens (Chevènement lui-même) pour ne citer que les "grands noms" de la gauche alors.. En 1997 tout fonctionne à merveille d'autant que la croissance semble revenir. On parle même d'une "dream team gouvernementale".. Tout paraît sourire au nouveau gouvernement : Jacques Chirac est littéralement "sonné" à l'Élysée, pris dans une cohabitation "format long" (5 ans !...). Les "astres" semblent tellement bien alignés que la France gagne même la coupe du monde de football un certain 12 juillet 1998.... Victoire quasiment mise au crédit du gouvernement et aussi du président : privilège de la cohabitation.

Parallèlement à cela la droite donne le sentiment de multiplier les échecs : Européennes de 1999 sinistrées pour le RPR, municipales de 2001 catastrophiques (perte de Paris, citadelle chiraquienne s'il en fut). Sauf que des ministres socialistes ont dû déjà démissionner (DSK : en délicatesse avec la justice... ; Allègre ; Sautter ; etc.) et d'autres alliés (de taille) quittent ensuite le navire gouvernemental (Chevènement à propos de la Corse). En fait c'est à partir de juillet 2001 que les choses commencent à "partir en quenouille" pour la majorité gouvernementale de gauche, guère avant. Finalement, en avril 2002, la gauche est littéralement explosée et diffractée au premier tour de la présidentielle : 3 candidats trotskystes se présentent (le monde entier se demande ce que c'est que ce pays, la France, qui parvient encore à réussir cet exploit dans une élection présidentielle...) et 5 candidats de la gauche "parlementaire" tentent leur chance : Jospin (PS), Hue (PCF), Chevènement (MDC), Mamère (Verts) et Taubira (PRG)... **Comment s'étonner alors que Lionel Jospin termine troisième du premier tour ?... Autant dire qu'en étant plurielle à cette élection, la gauche française a surtout réussi l'exploit d'être encore plus bête (du point de vue de ses propres intérêts bien sûr, pas dans l'absolu évidemment) que la droite qui, généralement en la matière, accumule les succès historiques (du point de vue de ses propres intérêts naturellement là encore et pas dans une appréciation normative qui n'a pas sa place ici...).**

Finalement, si la gauche a toujours connu plus ou moins des remous quand elle est aux affaires, quelles sont les spécificités de l'épisode que nous vivons depuis 2012 ?

Vous l'aurez compris, la première particularité de la situation actuelle c'est que la désaffection pour la majorité de gauche a été très rapide. Cela n'a pas mis six mois. Si on veut "jouer la cote" au petit jeu des pronostics, on peut d'ailleurs faire l'hypothèse d'une "inversion de la courbe" de popularité du PS. On serait, cette fois-ci depuis 2012, sur une "courbe en U" qui, étrangement, verrait s'amorcer une ressource et une remontée quand, dans la "courbe en cloche" antérieure, la part des soutiens commençaient à descendre en piquet un an avant la fin du terme.... Ce serait une grande surprise mais il ne faut jamais rien exclure. Le second constat qu'on peut faire c'est qu'en 1993 on était, de fait, à la fin d'un cycle, celui de François Mitterrand. Peut-être assiste-t-on à la fin politique de François Hollande mais rien n'est moins sûr là encore. En septembre 2001 Lionel Jospin est donné largement gagnant face à un Jacques Chirac qualifié alors, à longueur de journées, (et de "Guignols de l'Info" très populaires) de "Super Menteur"... On sait ce qu'il est advenu de tout cela en avril 2002. Pour 2017 rien n'est écrit... Absolument rien.

Jusqu'où les oppositions gouvernement/parti peuvent-elles se poursuivre sans provoquer un divorce définitif ? Quel est selon vous le point de rupture ?

Elles peuvent aller très loin dans le discours et la rhétorique car ce sont essentiellement des postures et des simulacres de rupture. En politique il n'y a qu'une seule chose qui compte véritablement : les faits. La rupture ce serait une "motion de censure" votée par une majorité de députés qui ferait "tomber" le gouvernement Valls. Ce serait alors l'engagement de l'escalade et la riposte immédiate du feu élyséen : dissolution de l'Assemblée nationale. François Bayrou penche assez pour ce cas de figure, dans un avenir assez proche.

Alain Juppé, quant à lui, a dit à plusieurs reprises que les députés socialistes n'ont pas de tendance suicidaire. Autrement dit ils ne sont pas, aujourd'hui au moins, "portés" par le "vent divin" (traduction française de "Kamikaze"). En tout état de cause nous ne sommes pas encore dans un scénario de "montée aux extrêmes" qui conduirait à renvoyer les 577 députés devant leurs électeurs. Les simulacres de divorce auxquels on assiste depuis des mois n'ont pas d'autre effet, à mon sens, que les parades (nuptiales ou défensives) que pratiquent les "mâles alpha" dans les groupes de grands singes, en période de rut et de reproduction... Sauf que, de plus en plus, le rut vire à la panne sexuelle et la reproduction ne concerne pratiquement plus que celle des petites phrases inutiles des camarades Germain, Paul et Lienemann qui passent en boucle sur les chaînes d'infos en continu... En d'autres termes : les députés socialistes frondeurs et perturbateurs amusent la galerie du Jardin des Plantes. Leurs cousins écologistes font semblant d'oublier qu'ils ne doivent leur petite vingtaine de sièges de parlementaires qu'à un accord de dupe passé avec le PS sans lequel ils n'auraient jamais gagné la moindre circonscription. Constat qui vaut aussi pour Noël Mamère élu sans désespérer sur la 3ème circonscription de Gironde depuis 1997 uniquement et seulement uniquement parce que le PS lui réserve ce siège en ne présentant pas de candidat contre lui. Quant aux parlementaires communistes avec leurs quelques alliés du PG (15) ils ne représentent absolument pas une quelconque menace pour la majorité gouvernementale. N'en déplaise à un Jean-Luc Mélenchon, député européen de circonstance depuis 2009 ; sénateur socialiste de l'Essonne pendant 18 ans, mandat interrompu en étant un docile ministre délégué dans le gouvernement Jospin entre 2000 et 2002 !...

Définitivement les oppositions "gouvernement / parti socialiste" (et au-delà : de la gauche tout entière) sont littéralement des "simagrées" : "Attitudes, gestes, paroles affectées qu'on utilise pour se faire valoir, pour atteindre son but ou tromper" nous dit le fameux dictionnaire "Trésor de la langue française". Rien à ajouter.